

Entendez le monde paysan qui gronde !



Un an après le vote de la loi Egalim, un premier bilan doit être fait. Alors que, pour la première fois, une loi issue d'une large consultation avait pour objectif l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole afin d'augmenter le revenu des paysans, le constat est amer pour bon nombre d'entre nous, agriculteurs.

Alors que depuis six ans la déflation continue avait généré une destruction de valeur de 5,5 milliards d'euros, le relèvement du seuil de revente à perte, obtenu dans le cadre de la loi Egalim, a stoppé cette spirale infernale. La guerre des prix s'est déplacée. On estime que 600 M€ de valeur ont ainsi été (re)-générés.

Mais la réalité est qu'ils sont restés dans la grande distribution.

Cette dernière n'a appliqué que les dispositions de la loi qui l'arrangeaient, c'est-à-dire l'augmentation du seuil de revente à perte de 10 %. Ce qui lui a permis d'accroître davantage ses marges. Les GMS n'ont pas appliqué les deux autres piliers de la loi : le ruissellement et la construction du prix à partir du coût des producteurs.

Elles ont détourné certaines dispositions comme l'encadrement des promos à leur avantage ! Elles ont changé leur approche marketing et remplacé le mot "gratuit", désormais interdit, par "offert" ! **Enfin la guerre des prix s'est déportée sur les produits bio et sur les marques de distributeurs.**

Au final, rien - ou pas grand chose - ne change : les deux grands perdants restent le consommateur et le producteur !

Il faut que très rapidement les pouvoirs publics mettent tous les moyens pour stopper net les abus des GMS.

Il faut multiplier les contrôles, utiliser l'arsenal juridique à disposition pour obliger les GMS à appliquer la loi dans sa globalité et non pas uniquement les articles qui sont à son avantage !

Si besoin, il faut également modifier les dispositions de la loi qui sont défailtantes et compléter celles qui sont insuffisantes !

Nous sommes dans un État de droit. La grande distribution ne peut pas faire fi de la loi et continuer en toute impunité à spolier le producteur et voler le consommateur !

Plutôt que de formuler toujours plus d'exigences aux agriculteurs français, alors même que nous bénéficions de l'alimentation la plus durable au monde, je demande officiellement aux élus et pouvoirs publics français de mettre fin au plus vite à cette mascarade !

Les agriculteurs sont à bout ! Ils n'en peuvent plus des demandes, injonctions, interdictions, attaques continues sur leurs pratiques, qui pourtant respectent la réglementation, alors même

que la loi qui devrait leur permettre une juste rémunération n'est pas respectée.

Entendez le monde paysan qui gronde.

Mesdames, Messieurs les élus, agissez très vite...

les campagnes se vident !



Frank Guehennec

Président de la FDSEA
du Morbihan

